

unité départementale du Morbihan
10, rue Maurice Fabre
L'Armorique
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 26/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DEPOT PETROLIER DE LORIENT SEIGNELAY

Port
56100 LORIENT

Code AIOT : 0005501834

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2022 dans l'établissement DEPOT PETROLIER DE LORIENT SEIGNELAY implanté 10 rue Seignelay 56100 LORIENT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DEPOT PETROLIER DE LORIENT SEIGNELAY
- 10 rue Seignelay 56100 LORIENT
- Code AIOT : 0005501834
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
-

La société Dépôt Pétrolier de Lorient (DPL) exploite deux dépôts sur la zone industrielle portuaire de LORIENT :

- le dépôt de Seignelay comprenant 6 bacs essences ou distillats (gazoles/FOD) avec installations de chargement de véhicules citernes,
- le dépôt de Kergroise comprenant 6 bacs de stockage dédiés uniquement aux distillats (dépôt utilisé comme dépôt satellite du dépôt de Seignelay, reliés entre eux par 2 pipelines enterrés).

Compte tenu des substances et quantités stockées, ces dépôts relèvent chacun du seuil haut du classement SEVESO III. Le Plan de Prévention des Risques Technologiques a été approuvé par arrêté préfectoral du 27 décembre 2017.

S'agissant du dépôt de Seignelay, les prescriptions actuellement applicables sont celles de l'arrêté

préfectoral du 5 janvier 1982, complétées ou modifiées par les arrêtés complémentaires du 5 mai 1986, 5 juillet 1990, 17 décembre 2001, 16 mai 2002, 21 août 2006, 17 juillet 2008, 30 novembre 2009, 17 octobre 2011 et 3 décembre 2013 ainsi que les dispositions des arrêtés ministériels associés à l'activité ainsi qu'au statut Seveso Seuil Haut de l'établissement.

L'objectif de l'inspection était de contrôler le respect des dispositions réglementaires associées à l'inspection hors exploitation décennale des réservoirs d'hydrocarbures. Ces dispositions réglementaires sont encadrées par l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 qui renvoie notamment au guide professionnel DT94 relatif à l'inspection et à la maintenance des réservoirs aériens cylindriques verticaux. Plus précisément, l'inspection s'est intéressée au respect de ce cadre réglementaire au travers de l'examen du rapport de fin d'intervention de la dernière visite décennale du réservoir n°30 qui a eu lieu en 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Traçabilité des actions de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	Maintenance des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Sans objet
5	Maintenance des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Maintenance des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Sans objet
3	Maintenance des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Sans objet
6	Maintenance des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Sans objet
7	Maintenance des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De manière générale, l'inspection constate le respect par l'exploitant des principales dispositions en matière de maintenance périodique des réservoirs d'hydrocarbures. Aucune non-conformité majeure n'a été détectée et l'inspection note que d'importants moyens ont été mis en œuvre pour permettre la réfection du réservoir n°30 en 2017. Une non-conformité a toutefois été détectée en matière de traçabilité et d'assurance qualité des opérations de réparation vis à vis des dispositions réglementaires prévues par le SGS. Par ailleurs, l'exploitant transmettra des précisions à l'inspection concernant sa stratégie de contrôle des charpentes internes ainsi que sur l'acceptabilité des épaisseurs résiduelles des piquages de robe et des trous d'homme.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Traçabilité des actions de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour chaque équipement identifié, en application des actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement et à la corrosion, les résultats des contrôles et les suites données à ces contrôles sont tracés, notamment les mesures prises pour faire face aux problèmes identifiés ainsi que les interventions éventuellement menées.</p> <p>Constats : Au cours de la visite, l'inspection s'est intéressée à l'organisation de la société DPL en matière de traçabilité et de réception des travaux réalisés. L'exploitant a ainsi précisé qu'à l'issue de la campagne de réalisation des contrôles non destructifs, une liste des travaux est établi suivant le formalisme référencé DT.D04.01-2 permettant s'assurant un suivi de la qualité des interventions. Par ailleurs, le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatif aux travaux sur les réservoirs (document devant être intégré, de par sa nature, au SGS), précise dans son point 6.2.2 que cette liste des travaux doit être renseigné par l'entreprise, l'AMO et l'ingénieur.</p> <p>Lors de l'examen du dossier de fin d'affaire relatif à la dernière visite décennale du réservoir n°30 (2017), les inspecteurs ont constaté que cette liste des travaux à exécuter avait bien été défini et intégré au rapport "chaudronnerie" SECOMOC du 20/09/2017, néanmoins, ni l'entreprise, ni la maîtrise d'ouvrage n'a complété le document. Le non-remplissage de ce document ne permet pas d'assurer le respect des règles internes en matière d'assurance qualité et de vérification de la complétude des travaux réalisés. Ainsi, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir un document à l'inspection actant la réception de l'ensemble des travaux. Cette situation constitue un écart réglementaire vis à vis des exigences du SGS.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Maintenance des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection hors exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.</p> <p>Guide DT94 – 7.1. - Contrôle d'épaisseur du fond – Dépassée externe des tôles marginales : Contrôle visuel externe et recherche de l'épaisseur résiduelle marginale sous robe avec méthode adaptée</p> <p>Constats : Lors de la dernière visite décennale du réservoir n°30 (2017), les contrôles réalisés ont mis en évidence que la largeur de la dépassée externe du fond n'était pas conforme, ni au plan d'origine, ni aux prescriptions du CODRES 2009 div.2. La correction de cette anomalie n'étant pas explicite dans le dossier d'affaires, une demande de justification a été transmise à l'exploitant. Sur ce sujet, l'exploitant a précisé que lors de cette maintenance et considérant les dégradations importantes constatées sur le fond du réservoir, il a été décidé de procéder à son remplacement complet associé à la mise en place d'une plaque isolante permettant de limiter les effets de corrosion galvanique dus au socle granitique (la même opération a également été réalisée sur le réservoir n°31). Lors de la reconstruction du nouveau fond, une bordure annulaire conforme au code CODRES a bien été mise en place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Maintenance des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection hors exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.</p> <p>Guide DT94 – 7.1. - Contrôle d'épaisseur du fond –Epaisseurs des tôles centrales et marginales : scanner automatique de toutes les zones accessibles et scanner manuel dans les zones d'ombres</p>
<p>Constats : Au cours de la visite, l'inspection s'est intéressée aux opérations de contrôles réalisées sur le fond du réservoir n°30 lors de sa dernière inspection décennale (2017). Au cours de cette inspection, et au regard du caractère particulièrement dégradé du fond du réservoir, l'exploitant a décidé de procéder à sa réfection complète. Sur ce sujet, l'inspection a souhaité connaître la stratégie de l'exploitant concernant la pose de revêtement epoxy à la surface du fond afin de limiter les phénomènes de corrosion. L'exploitant a alors précisé que sa stratégie, en cas de fond dégradé mais conservant une épaisseur acceptable, était d'apposer un revêtement epoxy permettant ainsi de limiter la pose de patch lors des inspections futures. Par ailleurs, l'exploitant a précisé que les nouveaux revêtements epoxy pouvait se limiter en épaisseur à 0.6 mm et ainsi conserver la possibilité de mise en œuvre des contrôles destructifs type ultrason pour les épaisseurs et ACFM pour les contrôles de soudure. Dans le cas particulier du réservoir n°30, et de par son fond concave (pente à 2%) et donc du risque de stagnation d'eau concentré en partie centrale, l'exploitant a décider d'apposer de manière partielle un revêtement epoxy sur un rond centré de 5 mètres de diamètre.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Maintenance des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection hors exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes. Guide DT94 – 7.2.4 – Contrôle des accessoires de robe et piquages : Contrôle visuel et mesure d'épaisseur ultrason sur les piquages de robe et les trous d'homme
Constats : Lors de la visite, l'inspection s'est intéressée à la bonne réalisation, lors de la dernière inspection décanale du réservoir n°30 (2017) des contrôles d'épaisseurs mis en œuvre sur les tuyauteries de piquages et des trous d'homme présents sur la robe. Le rapport de contrôle référencé PV.02.UT intégré au rapport de fin d'affaire présente bien les résultats des mesures réalisées au niveau de ces zones. Néanmoins, aucune analyse de l'acceptabilité des épaisseurs résiduelles n'est présenté dans le rapport.
Observations : L'exploitant transmettra à l'inspection l'analyse d'acceptabilité des épaisseurs résiduelles mesurées sur les accessoires de robe du réservoir n°30 lors de sa dernière visite décennale.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Maintenance des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection hors exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes. Guide DT94 – 7.3 - Contrôle interne de la charpente : contrôle visuel interne et prévoir accès si détection de tôles corrodées ou déformées
Constats : L'inspection visuelle interne de la charpente réalisée au cours de la visite décennale du réservoir n°30 (2017) a mis en évidence plusieurs zones de corrosion : 2 percements au niveau de la tôlerie du toit, oxydation de la sous-face de la tôlerie du toit au niveau des événements périphériques et oxydation de certains éléments constitutifs de la charpente. Si certaines zones au niveau du toit ont fait l'objet de réparation par le côté externe (mise en place de patch), la charpente interne n'a pas fait l'objet de contrôle approfondie suite à ces constats. Pour autant, le guide DT94 prévoit bien la mise en place d'un accès (échafaudage par exemple) pour permettre un contrôle des profilés porteurs et des poteaux. L'exploitant a précisé à l'inspection qu'aucun moyen d'accès n'avait été mise en place en justifiant que l'intégrité de la structure ne générerait pas d'impact en matière de sécurité industrielle. Par ailleurs, l'exploitant a précisé à l'inspection être en cours de validation d'un procédé d'inspection par drone des charpentes des toits.
Observations : L'exploitant précisera à l'inspection sa stratégie en matière de contrôle interne des charpentes de toit en cas de détection visuelle de corrosion.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Maintenance des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection hors exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 29-4. Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima : -l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ; -une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ; -des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ; -le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ; -des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.
Constats : Lors de l'examen du rapport de fin d'affaire associé à la visite décennale du réservoir n°30 (2017), l'inspection a pu constater la bonne complétude de l'ensemble des examens précisés à l'article 29 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Maintenance des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection hors exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 29-5. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.
Constats : Lors sa visite, l'inspection a contrôlé par sondage la bonne mise en œuvre des actions correctives décidées suite aux différents contrôles menés lors de la visite décennale du réservoir n°30 (2017). L'inspection a notamment pu constater la bonne mise en œuvre des réparations au niveau du toit du réservoir au niveau des zones de corrosion situées sous la passerelle diamétrale sud ainsi qu'au niveau des supportages des piquages P1 et P2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

